



CHAPITRE 133

CHAPTER 133

Loi confirmant le titre de propriété de certains immeubles acquis par Jacques Cousineau, Simon Cousineau et Gérard Cousineau

An Act to confirm the title of ownership of certain immoveables acquired by Jacques Cousineau, Simon Cousineau and Gérard Cousineau

[Sanctionnée le 23 janvier 1952]

[Assented to, the 23rd of January, 1952]

Préambule.

ATTENDU que Jacques Cousineau, cultivateur de ville Saint-Laurent, Simon Cousineau, commerçant, et Gérard Cousineau, commis, ces deux derniers de Montréal, ont, par leur pétition, représenté:

Que Gérard Cousineau et Simon Cousineau ont acquis par acte de vente de Hector Cousineau fait et passé devant le notaire Geo.-P. Laurin, le 8 septembre 1939 et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 460479 et par un acte de rectification passé devant ledit Geo.-P. Laurin, le 28 novembre 1939 et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 465979, un immeuble connu et désigné comme partie du lot numéro douze (12) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, le tout plus amplement décrit au dit acte de vente;

Que Jacques Cousineau a acquis de Hector Cousineau par une donation faite dans un contrat de mariage passé entre ledit Jacques Cousineau et Rose Mary Loman, passé devant Me Jean-

WHEREAS Jacques Cousineau, farmer of the town of St. Laurent, Simon Cousineau, tradesman, and Gérard Cousineau, clerk, the latter both of Montreal, have by their petition, represented:

That Gérard Cousineau and Simon Cousineau acquired from Hector Cousineau by deed of sale made and passed before Geo.-P. Laurin, notary, on the 8th of September, 1939, and registered in the registry office of Montreal under number 460479 and by a deed of rectification passed before the said Geo.-P. Laurin, on the 28th of November, 1939, and registered in the registry office of Montreal under number 465979, an immovable known and designated as part of lot number twelve (12) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, county of Jacques-Cartier, the whole more completely described in the said deed of sale;

That Jacques Cousineau acquired from Hector Cousineau by a gift made in a marriage contract passed between the said Jacques Cousineau and Rose Mary Loman, passed before Jean-Char-

Preamble.

Charles Dutrisac, notaire, le 11 novembre 1943 et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 0566248, un immeuble connu et désigné sous le lot numéro deux cent cinquante-deux (252), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, et subséquemment a acquis de Gérard Cousineau et Simon Cousineau une partie du lot numéro douze (12) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, fait et passé devant Me Jean-Charles Dutrisac, notaire, le 25 mars 1947 et enregistré sous le numéro 694738 au bureau d'enregistrement de Montréal;

Qu'aux termes d'un acte de donation par Jacques Rochon et son épouse à Pierre Rochon, leur fils, fait et passé devant le notaire J.-B. Constantin, le 25 octobre 1819, sous le numéro 2082 de ses minutes, une substitution a été créée au profit des enfants et des descendants du donataire sur les lots numéros douze (12) et deux cent cinquante-deux (252) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier;

Nonobstant le fait que l'un des appelés, Félix Rochon, qui avait acquis par plusieurs actes tous les droits de ses frères et sœurs a vendu les dites propriétés à Joseph Groulx, l'un des auteurs des requérants, le 23 avril 1889, par acte notarié fait et passé devant le notaire Napoléon Viau et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 31027, plusieurs descendants du donataire, Jacques Rochon, ont intenté des procédures judiciaires en vertu de l'acte de donation ci-haut relaté, réclamant des droits dans les lots ci-haut mentionnés;

Que par un jugement de la Cour du Banc du Roi, en date du 20 mars 1924 et portant le numéro 280 des dossiers de ladite Cour dans une cause de Darling

les Dutrisac, notary, on the 11th of November, 1943, and registered in the registry office of Montreal under number 0566248, an immoveable known and designated as lot number two hundred and fifty-two (252), on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, county of Jacques-Cartier, and subsequently acquired from Gérard Cousineau and Simon Cousineau a part of lot number twelve (12), on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, county of Jacques-Cartier, made and passed before Jean-Charles Dutrisac, notary on the 25th of March, 1947, and registered under number 694738 in the registry office of Montreal;

That under the terms of a deed of gift by Jacques Rochon and his wife to Pierre Rochon, their son, made and passed before J.-B. Constantin, notary, on the 25th of October, 1819, under number 2082 of his minutes, a substitution was created for the benefit of the children and descendants of the donee on lots numbers twelve (12) and two hundred and fifty-two (252) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, county of Jacques-Cartier;

Notwithstanding the fact that one of the substitutes, Felix Rochon, who had acquired by several deeds all the rights of his brothers and sisters, sold the said properties to Joseph Groulx, one of the authors of the petitioners, on the 23rd of April, 1889, by notarial deed made and passed before Napoléon Viau, notary, and registered in the registry office of Montreal under number 31027, several descendants of the donee, Jacques Rochon, have instituted judicial proceedings under the deed of gift hereinabove stated, claiming rights in the lots hereinabove mentioned;

That by a judgement of the Court of King's Bench, dated the 20th of March, 1924, and bearing number 280 of the records of the said court in a case of

vs Bricault dit Lamarche et The Canadian Northern Montreal Land Co. Ltd et Joseph Groulx, la prétention des appelés a été rejetée et renvoyée, vu la prescription acquise;

Qu'avant cette date et depuis cette date d'autres appelés à la substitution ont enregistré sur lesdits immeubles des déclarations prétendant certains droits;

Que par deux jugements de la Cour Supérieure en date du 20 janvier 1944 et portant les numéros 1393 et 1394 des dossiers de ladite Cour, ces enregistrements ont été déclarés faits sans droit et la radiation a été ordonnée;

Qu'en vertu des mêmes jugements, vos requérants ont été déclarés propriétaires absolus;

Que dans le contrat de mariage du dit Jacques Cousineau, la donation que lui a fait son père Hector Cousineau dudit lot numéro deux cent cinquante-deux (252) est sujette à un droit de retour en faveur dudit Hector Cousineau ou à ses héritiers et représentants légaux pour le cas où le donataire décéderait sans enfant ou encore pour le cas où aucun des enfants nés du futur mariage ne parviendrait à l'âge de majorité;

Qu'il existe actuellement un vaste projet pour la construction de logements ouvriers sur lesdits lots ci-dessus mentionnés;

Que vu la pénurie de logements ouvriers dans la ville de Saint-Laurent qui s'est développée d'une façon considérable ces dernières années, il est opportun d'aider à la réalisation de ce projet;

Qu'il est nécessaire de passer une loi déclarant que les enfants et descendants du donataire Pierre Rochon mentionnés dans ledit acte de donation du 26 octobre 1819 n'ont plus aucun droit dans les lots numéros douze (12) et deux cent cinquante-deux (252) susdits et que la substitution créée dans ladite donation par Jacques Rochon est éteinte à toutes fins que de droit et que lesdits requérants soient déclarés respectivement proprié-

Darling vs Bricault dit Lamarche and The Canadian Northern Montreal Land Co. Ltd and Joseph Groulx, the claim of the substitutes was rejected and dismissed on account of acquired prescription;

That before and since such date other substitutes to the substitution registered on the said immoveables declarations claiming certain rights;

That, by two judgments of the Superior Court dated the 20th of January, 1944, and bearing numbers 1393 and 1394 of the records of the said court, such registrations were declared made without right and cancelling was ordered;

That by virtue of the same judgments, your petitioners were declared absolute owners;

That in the marriage contract of the said Jacques Cousineau the gift which his father Hector Cousineau made to him of lot number two hundred and fifty-two (252) is subject to a right of reversion in favour of the said Hector Cousineau or his heirs and legal representatives in the event that the donee should die without issue or also in the event that none of the children born of the future marriage should reach the age of majority;

That there now exists a large project for the construction of workmen's dwellings on the lots above mentioned;

That, as the scarcity of workmen's dwellings in the town of St. Laurent has increased considerably in these past few years, it is expedient to help in carrying out this project;

That it is necessary to pass an act declaring that the children and descendants of the donee Pierre Rochon mentioned in the said deed of gift of the 26th of October, 1819, have no longer any right in the aforesaid lots numbers twelve (12) and two hundred and fifty-two (252) and that the substitution created in the said gift by Jacques Rochon is extinguished for all legal purposes and that the petitioners be

taires absolus desdits lots numéro deux cent cinquante-deux (252) et de ladite partie du lot douze (12) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier;

Qu'il est à propos de faire droit à cette demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Substitution éteinte.

1. La substitution créée par Jacques Rochon et son épouse dans un acte de donation fait et passé le 25 octobre 1819 devant J.-B. Constantin, sous le numéro 2082 de ses minutes, est par les présentes déclarée éteinte à toutes fins futures que de droit.

Propriétaire absolu.

2. Jacques Cousineau est déclaré propriétaire absolu du lot numéro deux cent cinquante-deux (252) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier. Ledit Jacques Cousineau a le pouvoir de vendre et d'aliéner d'une façon définitive ledit lot numéro deux cent cinquante-deux (252) pourvu que son père ledit Hector Cousineau, sans intervention d'aucune autre personne, renonce au dit droit de retour spécifié au contrat de mariage dudit Jacques Cousineau.

Idem.

3. Ledit Jacques Cousineau est déclaré propriétaire absolu de ladite partie du lot numéro douze (12) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, décrite dans l'acte de vente de Gérard Cousineau et Simon Cousineau audit Jacques Cousineau passé devant Jean-Charles Dutrisac, notaire, le 25 mars 1947 et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 694738.

Idem.

4. Lesdits Gérard Cousineau et Simon Cousineau sont déclarés proprié-

respectively declared absolute owners of the said lot number two hundred and fifty-two (252) and of the said part of lot twelve (12) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, county of Jacques-Cartier;

That it is expedient to grant such prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The substitution created by Jacques Rochon and his wife in a deed of gift made and passed on the 25th of October, 1819, before J.-B. Constantin, under the number 2082 of his minutes, is hereby declared extinguished for all future legal purposes.

Substitution extinguished.

2. Jacques Cousineau is declared absolute owner of lot two hundred and fifty-two (252) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, county of Jacques-Cartier. The said Jacques Cousineau has the power to sell and alienate in a definite manner the said lot number two hundred and fifty-two (252) provided that his father the said Hector Cousineau, without the intervention of any other person, renounces the said right of reversion specified in the marriage contract of the said Jacques Cousineau.

Absolute owner.

3. The said Jacques Cousineau is declared absolute owner of the said part of lot number twelve (12) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, county of Jacques-Cartier, described in the deed of sale of Gérard Cousineau and Simon Cousineau to the said Jacques Cousineau passed before Jean-Charles Dutrisac, notary, on the 25th of March, 1947, and registered in the registry office of Montreal under number 694738.

Idem.

4. The said Gérard Cousineau and Simon Cousineau are declared absolute

Idem.

taires absolus de la partie du lot numéro douze (12) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jaques-Cartier, décrite dans l'acte de vente par Hector Cousineau auxdits Gérard Cousineau et Simon Cousineau devant Geo.-P. Laurin, notaire, le 8 septembre 1939 et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 460479, tel que corrigé par un acte de rectification en date du 28 novembre 1939 devant le même notaire et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 465979, moins la partie vendue à Jacques Cousineau.

owners of the part of lot number twelve (12) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, county of Jacques-Cartier, described in the deed of sale by Hector Cousineau to the said Gérard Cousineau and Simon Cousineau, before Geo.-P. Laurin, notary, on the 8th of September, 1939, and registered in the registry office of Montreal under number 460479, as corrected by a deed of rectification dated the 28th of November, 1939, before the same notary and registered in the registry office of Montreal under number 465979, less the part sold to Jacques Cousineau.

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.